

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie:
une transition à deux vitesses**

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique
en Roumanie: une transition à deux vitesses**

Violeta BAJENARU
Doctorante
Centre d'Analyse Economique
Aix en Provence
violetabajenaru@wanadoo.fr

Résumé :

Après l'effondrement du communisme en Europe Centrale et Orientale, les institutions internationales se sont empressées de prescrire les mêmes schémas pour passer au capitalisme, par l'importation d'institutions de type capitaliste. Le caractère multiculturel, peut constituer un facteur favorable à l'importation de nouvelles institutions, dans le cas des régions qui ont préservé des règles informelles favorables à l'économie de marché.

Le cas de la Roumanie peut être représentatif pour expliquer les raisons d'une telle diversité de résultats dans l'adoption des institutions de type capitaliste, à travers le développement de ses régions historiques : la Transylvanie et la région du Sud. La Transylvanie représente le terrain de rencontre entre trois civilisations : roumaine, hongroise et allemande. Les minorités allemandes qui ont peuplé le Nord, Nord-ouest de la Roumanie ont laissé des traces importantes, surtout en ce qui concerne la culture entrepreneuriale et l'état de droit. A l'opposé, le sud du pays, longtemps sous occupation turque et grecque rencontre de grandes difficultés dans le processus de transition.

Mots clés : institutions, règles informelles, mimétisme institutionnel, transition, capital social, Roumanie.

JEL Classification : O17, P2

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Une approche institutionnelle de la transition

Depuis le début de la transformation postcommuniste, on a pris l'habitude d'analyser et de juger les systèmes économiques des pays d'Europe Centrale et Orientale exclusivement à travers des variables macro-économiques. Certes, une telle approche peut nous donner une image utile, mais celle-ci, d'une certaine manière, est biaisée. Les valeurs et les normes partagées par la population, les croyances, les types de comportement, ont un impact important sur les institutions émergentes.

En règle générale la transition est considérée comme un processus de rattrapage institutionnel et technologique. La transformation postcommuniste est un processus total. Pratiquement, tout doit être construit à neuf, inventé, modifié, aussi bien au niveau des systèmes politiques et économiques qu'au niveau de la société civile. La transition est donc un processus plus complexe que ce que l'on pensait au début des années 90. La libéralisation des prix, la stabilisation et la privatisation sont des stratégies indispensables pour l'obtention d'une économie de marché fonctionnelle. Mais elles ne sont pas suffisantes pour assurer une certaine sécurité dans le cas où des institutions adéquates ne sont pas mises en place. C'est là le défi le plus important que les pays ex-communistes doivent relever : comment concilier la lenteur de l'émergence institutionnelle et la nécessité d'un changement économique rapide.

Aujourd'hui, les résultats de la transition dans les économies post-communistes sont assez mitigés et très hétérogènes. Pourquoi une telle diversité ?

On évoque dans un premier temps les conditions initiales, telles que la longévité de la planification, l'indice de libéralisation en 1989, les échanges dans le cadre du CAEM, les dotations en ressources naturelles. Cela explique en partie l'hétérogénéité des résultats.

Murrell (1999) remarquait que pendant la transition « les politiques sont devenu homogènes mais les résultats sont très hétérogènes, fait qui suggère que les conditions initiales déterminent l'efficacité de ces politiques ».

Les raisons de cette différenciation doivent être cherchées bien au-delà de ces aspects. L'état de droit en Europe Orientale et la liberté d'entreprendre ne sont pas ses caractéristiques les plus remarquables. En 1989, la plupart des pays ex-communistes n'ont aucune expérience du capitalisme. Depuis des siècles, cette partie de l'Europe a vu son histoire partagée entre des despotes ou des envahisseurs étrangers.

Toutefois, certains pays de la région ont été inclus dans l'empire austro-hongrois, exemple classique de l'autocratie libérale. Pour ce groupe de pays, on peut admettre que la mémoire collective a conservé l'esprit civique et la liberté d'entreprendre.

Il est généralement reconnu que l'entrepreneuriat se développe beaucoup plus vite dans des pays qui ont possédé une forte tradition industrielle pré-socialiste (cas de l'ex-Tchécoslovaquie).

Aujourd'hui de plus en plus d'économistes associés à la Nouvelle Economie Institutionnelle, à l'école du Public Choice ou à l'Evolutionary Economics, nous offrent une alternative à l'analyse néo-classique de la transition. La Nouvelle Economie Institutionnelle met l'accent sur les institutions en tant que composantes fondamentales du processus de création de richesses. Les institutions formelles (telles que constitutions, législations, etc.) se modifient rapidement sous l'impulsion de décisions politiques et législatives. Les institutions

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

informelles (normes, valeurs, tabous, etc.), quant à elles, sont profondément ancrées dans les coutumes, les traditions, et les normes de comportement héritées des anciennes générations. Ces règles informelles sont à la base de la création d'institutions saines et sont les mieux adaptées pour répondre aux besoins des marchés émergents.

Les normes sociales, valeurs et traditions ont un impact considérable sur la structure des institutions formelles et vice versa.

Iredell Jenkins (1980) fait observer que « les buts et les problèmes majeurs que connaissent les institutions humaines – lois comprises – sont l'héritage de la condition humaine » et défend l'idée qu'il est nécessaire d'étudier les processus physiques et sociaux jusqu'à leurs origines.

Etant donné que des pays dotés des mêmes institutions formelles suivent des voies différentes de développement, on se pose la question : quelles sortes d'institutions informelles doit-on privilégier pour développer une économie de marché saine ?

Il faut voir tout d'abord comment émergent les institutions formelles. Si l'on regarde l'évolution des institutions européennes, on se rend compte qu'elles sont le résultat d'une longue évolution, tenant compte des caractéristiques nationales, des mentalités, des normes non écrites et des habitudes ; ce que North appelle les institutions informelles. Or, de manière générale, dans cette partie de l'Europe, on a éliminé les institutions de type communiste en les remplaçant artificiellement par des institutions « d'importation ». Les institutions formelles doivent être la « traduction » logique de celles informelles, dans lesquelles la population se reconnaît. Rodrik (2002) considère que les arrangements institutionnels les plus efficaces contiennent de nombreux éléments locaux qui dérivent de leur trajectoire historique, de leur géographie et d'autres conditions initiales, et considère que le développement des pays en transition tient d'un système d'équations à trois variables : la géographie, l'intégration (de transactions commerciales) dans l'économie mondiale et les institutions. La géographie est la seule variable exogène, et de manière générale on inclut, à côté de la position géographique et de la proximité de l'Union européenne, la topographie, les ressources naturelles ou le climat. Les deux autres tiennent de l'évolution de chaque pays.

Les régions ne disposent pas des mêmes cultures et de règles informelles. Par conséquent une politique unitaire de développement économique et de passage à l'économie de marché, telle celle promue par le *Consensus de Washington*, est erronée et a généré des résultats contradictoires et très différents d'une région à l'autre.

L'Europe Centrale et encore moins l'Europe du Sud-est, ne dispose pas des institutions informelles nécessaires sur lesquelles on puisse « bâtir » une économie de marché. Aujourd'hui de plus en plus d'économistes¹ révèlent les insuffisances de cette stratégie imposée par le FMI et le Trésor Américain.

Un rapport BERD concernant la transition concluait aussi que « le développement des institutions dépend dans un degré considérable d'histoire et de la culture ». Plus récemment, le FMI (2003) admettait qu'il existe peu de connaissances sur le rôle des normes sociales pour le développement d'institutions formelles.

¹ Voir : Joseph Stiglitz *Globalisation and its Discontents*, 2002.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Sur le plan des institutions politiques, la transition postcommuniste est un processus imitatif, et artificiel. Après l'effondrement du communisme, les autorités en place n'ont pas su élaborer des institutions qui auraient pu correspondre en quelque sorte à leur situation et tenir compte de leurs mentalités et traditions politiques particulières. Les systèmes institutionnels instaurés sont artificiels parce qu'ils ne possèdent pas d'enracinement sociétal propre. Quand les nouvelles règles sont en contradiction avec les règles informelles, les coûts² de la transaction sont élevés.

Ce mimétisme institutionnel peut expliquer l'instabilité législative dont font preuve aujourd'hui la plupart des pays de l'Europe Centrale et Orientale. Les nouvelles institutions ne sont généralement pas acceptées par la majorité de la population, d'où le besoin de changement continu. Les institutions « importées » peuvent se montrer efficace seulement s'il y a concordance avec la structure locale et s'il existe une logique dans la séquentialité de leur introduction. Par exemple dans certains PECO, on a privatisé les entreprises sans avoir une loi sur la concurrence, ou sans que les droits de propriété soient bien fixés.

Au début de la transition communisme on a pensé que « l'importation » d'institutions va accélérer le processus de transition vers une société capitaliste. Dans leur désir d'adhésion à l'Union européenne tous les pays ex-communistes se sont tournés vers l'Occident en tant que *réservoir institutionnel*. Les pays qui ont le mieux réussi leur intégration dans les structures européennes sont ceux qui sont les plus proche des pays de l'U.E., et qui partagent une culture de proximité. La *success story* de la transition post-communiste slovène a des traits bien caractéristiques : la Slovénie a connu un modèle de développement pré-communiste qui la rapproche plus de ses voisins autrichien ou italien que des autres, Slaves du Sud. Une des raisons est que, pendant la Seconde guerre mondiale, l'Allemagne et l'Italie se sont partagées les régions slovènes.

Mancur Olson³, dans un article sur le rôle des institutions pour l'amélioration des performances économiques, considère que dans les pays en transition, le fonctionnement des institutions peut être corrélé avec l'héritage du système centralisé, le manque généralisé de savoirs-faire des individus et les échecs dans la coordination⁴ des politiques nationales.

L'héritage historique dans la construction des règles informelles en Roumanie

Nous pouvons nous appuyer sur deux régions historiques roumaines pour illustrer le rôle des institutions informelles sur le développement économique : la Transylvanie et la région du sud de la capitale.

Il est généralement reconnu que la Roumanie a débuté son processus de transition dans une situation beaucoup plus difficile ; les conditions initiales étaient particulièrement défavorables. Le stalinisme tardif et la dictature communiste de Ceausescu ont laissé derrière eux un pays « épuisé » et une population insuffisamment préparée à accepter les nouveaux

² Voir : Coase, Roland (1988) – *The firm, the market and the laws*, University Chicago Press.

³ Voir : Mancur Olson (1996) – *Big Bills Left on the Sidewalk: Why Some Nations are Rich and Other are Poor?*”, *Journal of Economic Perspectives*, 1996, vol.10, n°2.

⁴ Blanchard parle de « désorganisation » comme source majeure de l'échec de la transition. Pour plus de détails, voir : Blanchard, O. (May 1996) – *Theoretical Aspects of Transition*, *American Economic Review*, vol. 86, n°2, pp. 117-123.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

sacrifices imposés par une nouvelle thérapie de choc. En deuxième lieu, le fait que l'Europe du Sud-est⁵ soit la région la plus pauvre du continent et la proximité de l'ex-Yougoslavie ont retardé la reprise de la croissance roumaine.

La Roumanie disposait d'une situation particulière dans le cadre du bloc soviétique. Considéré comme *l'îlot de latinité* dans une région largement influencée par la culture slave, la Roumanie a construit son identité sur cette ambivalence. Malgré le fait que ses racines soient latines, la Roumanie appartient au monde slave, de par sa religion orthodoxe majoritaire. Décrite à la fois comme « le petit Paris » et comme « la Porte de l'Orient », Bucarest, au travers de sa situation géographique et de sa culture traduit toutes les contradictions de l'identité roumaine.

Historiquement la Roumanie a vu son territoire partagé entre trois empires : l'Empire Ottoman, l'Empire Russe et l'Empire Austro-hongrois.

La première affirmation politique des principautés roumaines est interrompue par l'invasion ottomane – début XVe siècle en Valachie, début XVIe siècle en Moldavie et en Transylvanie. La lutte d'influence entre l'Autriche-Hongrie et la Russie succède à la tutelle ottomane.

De 1918 à 1947, au cours d'une période très complexe, coexistent une étonnante floraison intellectuelle et l'accumulation de difficultés politiques et économiques. La « Grande Roumanie » doit gérer des minorités (un quart de la population) autrefois en position dominante et doit s'insérer sur l'échiquier politique européen : Petite Entente avec la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie en 1920-1921, Pacte balkanique avec la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie en 1934.

La parenthèse démocratique est de courte durée. Le contexte international de crise économique appauvrit ce pays exportateur de produits agricoles, engendre de fortes tensions sociales et favorise la montée, dès 1930, de mouvements populistes d'inspiration fasciste tel que la Garde de fer (de petits groupes fascistes calqués sur le modèle mussolinien, apparus dès 1923 à Bucarest).

Nous retrouvons toutes ces hésitations politiques dans le champ économique.

Dans la région de la capitale, on peut encore trouver des réminiscences du comportement oriental. Le 'bacsis'⁶ d'origine turque est entré dans la culture locale d'affaire et est devenu une véritable institution ; il contribue au bon « déroulement » des activités de la vie économique et sociale. Le pot de vin est simplement une règle de l'activité économique.

Cette situation n'est pas spécifique à la seule Roumanie. Lorsqu'on demande qui sont les personnes les plus corrompues, la population de la plupart des PECO met en première place les médecins (voir annexe 1), et non, comme on pourrait le penser, les fonctionnaires ou les hommes politiques.

⁵ Le PIB de cette région représente 0,7% du PIB de l'U.E., tandis que sa population représente 15% de la population communautaire. Si on considère le seuil de pauvreté, fixé à 4\$/jour, alors plus de 50% de la population de cette région se trouve sous le seuil de pauvreté.

⁶ Bacsis : pot de vin.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Bresson (1999) montre que la corruption se développant dans un système de type soviétique possède des caractéristiques spécifiques par rapport aux pays développés : elle apparaît pour répondre en priorité à la pénurie, c'est à dire à l'insuffisance de l'offre.

Dans le modèle de type soviétique, la prégnance de rapports politiques totalitaires sur les rapports économiques est à l'origine d'un système de corruption généralisée spécifique. Les solutions informelles que sont la corruption et les marchés parallèles sont une forme de survie.

Tant qu'il n'y aura pas une prise de conscience interne de ces problèmes liés à la corruption, l'introduction de nouvelles institutions d'inspiration capitaliste sera génératrice de coûts supplémentaires.

Une autre caractéristique du comportement des agents économiques de la région est la recherche de profit à court terme et l'ignorance, presque généralisée, de l'investissement à long terme et de la rentabilité des affaires. Sans investissements et épargne, la croissance économique ne sera pas possible. Il est bien sûr possible de rappeler, comme circonstances atténuantes, les conditions instables du passage à l'économie de marché, un droit de propriété mal défini, l'instabilité législative, l'inflation galopante, etc. Mais, et il faut le souligner, nous retrouvons ici un comportement marchand de type oriental : la plupart des entreprises enregistrées après 89 s'inscrivent dans le domaine du commerce, là où l'obtention de profit est la plus aisée.

Les réseaux de relations dans le monde d'affaires deviennent très importants. Entretenir des bonnes relations avec les autres membres de l'organisation devient prioritaire en comparaison avec la résolution des problèmes liés à l'activité professionnelle. Les entreprises sont constituées de clans très fortement entrelacés. Ces clans préfèrent dépérir et mourir plutôt que d'accepter le changement. Les entreprises en question préfèrent s'exclure de l'environnement économique plutôt que grandir et perdre proportionnellement de leurs pouvoirs.

Une autre caractéristique est la tendance à déléguer les responsabilités vers le haut. Pour le personnel, les leaders sont responsables de chaque chose. Les employés passent leur temps à tenir les leaders pour responsables des résultats.

Les nouvelles règles du jeu ne sont pas respectées ; le système continue à fonctionner selon une logique locale et connue par les seuls acteurs locaux. Faire des prédictions sur le futur des affaires tient plutôt du domaine de la voyance que de la théorie économique.

Un autre aspect qui nécessite d'être évoqué est l'influence de la culture française, particulièrement dans la région de la capitale. Durant plus de cent ans, la France a exercé une séduction presque inexplicable : tout intellectuel parle alors le français et effectue ses études en France. En 1864, année de la création de l'Université de Bucarest, 16 professeurs étaient formés en France. Des éléments de culture française se retrouvent partout : dans la littérature, l'architecture, la musique, etc. La Révolution roumaine de 1848 a été largement influencée par la Révolution française de 1789 et les révoltes françaises de 1848⁷. Si la France s'est montrée particulièrement active sur le plan politique, l'influence allemande, elle, est plus discrète, mais aussi plus efficace, privilégiant l'aspect commercial et financier.

⁷ Nicolae Balcescu et Dimitrie Bratianu, membres de l'*intelligentsia* roumaine ont pris part à la Révolution française de 1848, ce qui leur valut le surnom de 'Parisiens'.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Le duel franco-allemand en Europe, se répercute aussi sur le territoire roumain. Si la France représente le monde de la culture, l'Allemagne, qui d'ailleurs a eu une présence beaucoup plus importante dans cette région depuis des siècles, est synonyme de rigueur et de stabilité. La présence des Allemands en Transylvanie peut partiellement expliquer la différence de développement économique entre le sud de la Roumanie et la région Ouest/Nord-ouest. Malgré les nombreuses influences culturelles françaises en Roumanie, il n'est pas possible d'affirmer aujourd'hui que les institutions informelles telles que normes ou conduite ont été beaucoup influencées par le modèle français. En revanche, l'Allemagne, de par son importante minorité⁸ de Transylvanie, ainsi que de par ses nombreux liens commerciaux, a induit une conduite d'affaire dont on peut reconnaître aujourd'hui encore les effets.

Au début du XXe siècle la présence des minorités allemandes se fait ressentir partout dans une proportion plus ou moins importante. La Bessarabie russe, la Bucovine autrichienne, la Transylvanie hongroise et la Dobroudja bulgare incluaient chacune près de 5% de populations allemandes.

L'Allemagne continue à jouer aujourd'hui un rôle très important dans toute l'Europe Centrale et Orientale. Ainsi les pays du Groupe Visegrad sont devenus ses régions privilégiées d'investissement, car ils jouissent d'un potentiel économique beaucoup plus important que les autres régions périphériques, d'une main d'œuvre qualifiée et de leur proximité géographique. Un auteur allemand⁹ considère même que la République Tchèque et la Slovaquie sont devenues le « Mexique de l'Allemagne ».

Selon les données fournies par la Commerzbank, plus d'un tiers des transactions commerciales entre les PECO et les pays de l'OCDE, sont réalisés avec l'Allemagne.

Transylvanie – la culture de la diversité

La Transylvanie est une région historiquement disputée entre la Roumanie et la Hongrie. Appelée en roumain *Ardeal* (au-delà de la forêt), en hongrois *Erdely* (devant la forêt) elle est pour les allemandes *Siebenburgen* (le pays au sept bourgs), faisant référence aux premières colonisations saxonnes (nom donné aux mineurs allemandes dans l'Europe Sud-orientale).

Intégrée en 1920 à la Roumanie, la Transylvanie compte aujourd'hui 6 millions de Roumains contre 2 millions de Hongrois. Sans pour autant entrer dans des détails politiques ou historiques, qui pourraient la situer d'un côté ou de l'autre, il est nécessaire de souligner sa situation particulière, en tant que région frontalière tant politique que culturelle. L'influence hongroise et celle exercée par les minorités allemandes dans cette région ont beaucoup « aidé » la Transylvanie dans son développement économique. La domination hongroise en Transylvanie a laissé partout de fortes traces. Depuis 1150 les rois de Hongrie ont invité les

⁸ En 1939, on dénombre en Transylvanie 780 000 Allemands, population qui n'a pas cessé de diminuer par la suite : 366 000 en 1977 et 70 000 en 1991.

⁹ Voir : J.Noetzold (1995) – *European Union and Eastern Central Europe : Expectations and Uncertainties*, Aussenpolitik, pp.14-23.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Allemands¹⁰ à initier des activités commerciales en Transylvanie. Ces derniers ont ainsi fondé près de 250 villages et de nombreuses villes autour de centres tels Hermannstadt/Sibiu, Bistriz/Bistrita. Les Saxons ont bénéficié en Transylvanie d'un statut politique et juridique privilégié qui leur garantissait des droits corporatifs. Le modèle allemand qui achève de s'élaborer au XIXe siècle et s'affirme dans l'Empire des Habsbourg, est soutenu par des mutations économiques qui accompagnent l'ère industrielle.

Au début du siècle, la Transylvanie connaît un essor économique beaucoup plus important que les autres régions roumaines, et en effet les différences de niveaux de développement avec le Sud-ouest se sont creusé durant la période communiste, et plus encore aujourd'hui.

La proximité de la Transylvanie de la Hongrie, et son raccordement aux autoroutes qui lient les principales villes de la région Ouest/Nord-ouest de Budapest et Vienne, sont autant de facteurs qui peuvent expliquer sa croissance économique soutenue.

Le capital social – source de croissance économique

Le terme de 'capital social' connaît de multiples définitions.

Selon la Banque Mondiale, le capital social fait référence à des normes qui constituent le cadre de l'action humaine. Le capital social est l'attitude et le désir des individus à s'engager dans des activités collectives. Le capital social est le savoir-faire et l'infrastructure qui aident une société à évoluer. Le capital social est une mesure de la cohésion sociale. Le capital social est le « stock de vertus civiques et réseaux d'engagement civique » (Putman et Coleman, 1988). Toutes ces définitions ont en commun l'action individuelle.

Le capital social est créé parmi les connections entre les règles formelles et informelles (réseaux des associations volontaires, etc.).

L'apport du capital social à la croissance économique a été plus largement étudié par Fukuyama¹¹ (1995) qui conclut que l'accumulation de capital social est la source qui crée des avantages compétitifs dans les économies modernes.

Dans le cas des pays ex-communistes, le développement et la croissance économique peuvent être conduits par une rupture avec l'héritage communiste et par un processus soutenu d'innovation. L'innovation devient le mot clé pour tout progrès économique. Si la priorité du système communiste était la production massive, la priorité du monde actuel est l'innovation et la créativité. Dans le processus d'innovation l'entrepreneur détient le rôle clé. L'entrepreneur devient facteur de progrès seulement si les connections entre les règles formelles et informelles le lui permettent. Le capital institutionnel assure la qualité de l'environnement dans lequel l'entrepreneur peut ou non se manifester en tant que facteur du progrès. « *Si une société ne connaît pas de croissance économique c'est parce que l'initiative économique n'y est pas encouragée* » (North et Thomas, 1980).

L'action individuelle et la responsabilité de chaque individu se trouvent à la base du concept de « capital social ».

¹⁰ Selon la Loi fédérale sur les Expulsés, est considéré comme Allemand celui « qui dans sa patrie se reconnaît dans les us et coutumes allemandes, dans la mesure où cette reconnaissance est confirmée par certains signes tels que la descendance, la langue, l'éducation et la culture ».

¹¹ Voir : Francis Fukuyama (1995) – *Trust, Social Virtues, and the Creation of Prosperity*, New York, Simon and Schuster.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Le système de sécurité socialiste qui était un des plus généreux en Europe et dans le monde (de 15% à 30% du PIB) a généré l'apparition d'une masse d'individus dépourvus de toutes responsabilités individuelles. Un sondage Gallup (2003) révélait le fait que les Roumains mettent comme première source de pauvreté l'aide insuffisante de la part de l'Etat.

Le manque de responsabilités individuelles a des conséquences plus graves : surtout sur la création des institutions politiques.

Un fait étroitement lié au capital social est l'émergence des règles éthique. Ces règles éthiques sont la base de la formation d'un environnement d'affaires sain et transparent, dans lequel les entrepreneurs peuvent manifester leur esprit innovateur.

Dans la théorie économique deux thèses majeures expliquent la création des valeurs éthiques dans l'environnement des affaires. Une thèse soutient le fait que les normes éthiques se développent spontanément. La deuxième considère qu'ils sont le résultat de la propagande d'Etat. Eggerston¹² (1990) considère que la première voie est très lente tandis que la deuxième inefficace.

Si on considère que les normes de comportement éthique apparaissent spontanément, il est nécessaire d'avoir à la base une longue tradition dans laquelle les règles du jeu sont respectées.

Les règles informelles en Roumanie ne sont pas homogènes, mais elles ont des traits communs, comme une forte orientation vers l'égalitarisme et le collectivisme¹³. Ces traits ne sont pas favorables au développement d'un environnement d'affaires basé sur la responsabilité individuelle et, finalement, l'émergence de nouvelles règles éthiques.

La deuxième thèse, qui considère que le rôle de l'Etat est majeur dans l'émergence des comportements éthiques, n'est pas plus satisfaisante. Lorsque les institutions gouvernementales et les monopoles d'Etat détiennent un pouvoir illimité sur le marché et que les élites politiques utilisent leur pouvoir d'une manière non éthique, il est évident que la voie vers la création du capital social est fermée.

L'accumulation de capital social sera d'autant plus importante si les institutions coexistent pour « aider » les agents économiques d'améliorer leur situation.

L'émergence d'une éthique d'affaire en Roumanie sera un processus de longue durée, car ni la 'mentalité collective' ni l'Etat ne sont capables d'influer d'une manière positive sur ce développement.

¹² Voir : Eggertsson, Thrainn (1990), *Economic Behaviour and Institutions*, Cambridge University Press.

¹³ Greif (1999) dans son article « Cultural Beliefs and the Organisation of Society : A Historical and Theoretical Reflection on Collectivist and Individualist Societies », démontre que dans les sociétés collectivistes, les individus utilisent les réseaux informels, et ponctuellement le système formel : le contrat est renforcé par des institutions informelles, la coopération manque. A l'autre bout de l'échelle, on trouve les sociétés individualistes, de type capitaliste, dans lesquelles le contrat et le droit de propriété sont les institutions principales, réglant l'activité économique.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Conclusions

Même si les institutions d'importation peuvent aider les pays en transition à mieux se reconstruire, sur le long terme, ce mimétisme institutionnel peut avoir des effets nocifs. Les institutions ne doivent pas être imposées de l'extérieur mais elles doivent être le résultat d'une évolution propre. Pour éviter l'aggravation et l'apparition de nouvelles différences régionales à l'intérieur de l'Union européenne, chaque pays doit suivre son propre chemin, en évitant l'application du même schéma.

North expliquait cette différenciation régionale par le fait que les individus possèdent des modèles mentaux pour interpréter le monde extérieur et que ces modèles dépendent de la culture locale. Ils sont transmis de génération en génération et par conséquent varient d'une région à l'autre.

Si l'on élimine l'importation des institutions, comme stratégie de transition, peut-on dire, dans une logique hayekienne, que les institutions capitalistes vont émerger spontanément dans cette partie de l'Europe ? La réponse est peu évidente.

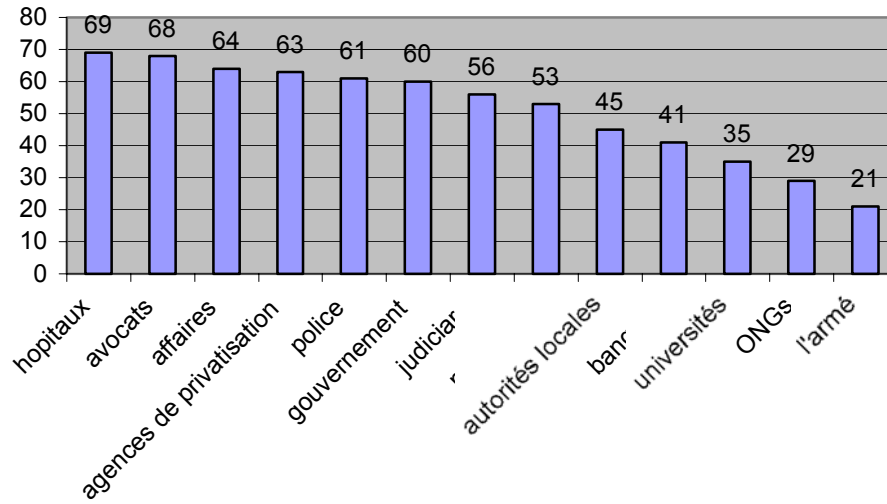
En Transylvanie, on peut croire que dans un futur proche les règles de marchés et un esprit d'entreprise de type capitaliste vont émerger. Pour le reste, au mieux, on peut espérer que toutes les transformations ayant lieu, ainsi que les échanges culturels, vont affecter l'esprit d'affaires des autres régions.

La conclusion de cet article est que le mimétisme institutionnel dont fait preuve aujourd'hui cette partie de l'Europe peut avoir des effets bénéfiques pour les régions qui ont témoigné, dans un passé plus ou moins éloigné, de modèles de développement plus proches de ceux des pays industrialisés. Dans le cas de régions complètement déstabilisées par la chute du communisme, et qui ont eu une tradition agrarienne avant l'instauration du communisme, la transition sera un processus de très longue durée, qui va avoir lieu parallèlement avec un changement de mentalité et de normes de vie. Ainsi, de plus en plus d'économistes considèrent que dans cette partie d'Europe témoignera une forme particulière de capitalisme.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Annexe 1

La perception de la corruption en l'Europe Centrale et de l'Est



Source : US Office of Research Survey 1998

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie:
une transition à deux vitesses**

Bibliographie

1. BAFOIL, François (1999), *Le Post-communisme en Europe*, Ed. La Découverte.
2. BLANCHARD, O (1996) – “Theoretical Aspects of Transition”, *American Economic Review*, vol. 86, no. 2, pp. 117-123
3. BOIA, Lucian (2001)- *Romania, Borderland of Europe*, Reaktion Books, London
4. COLEMAN J. (1987), « Norms as Social Capital », in RADNITZKY G. & BERNHOLZ P., Eds., *Economic Imperialism : The Economic Approach Applied Outside the Field of Economics*, New York : Parangon House Publishers, pp. 133-155
5. COLOMBATTO, Enrico (2001), « Was transition about free-market economics ? », *Journal des économistes et des sciences humaines*, vol XI, no 1, mars 2001.
6. DAIANU, D (2000) – *Incotro se indreapta tarile postcomuniste ?*, Polirom (en roumain)
7. EGGERTSSON, Thrainn (1990), *Economic Behaviour and Institutions*, Cambridge University Press.
8. FUKUYAMA, F (1995) – *Trust, Social Virtues, and the Creation of Prosperity*, New York, Simon and Schuster
9. FUTUBOTN E. and R. Richter (1996), *Institutions and Economic Theory. The contribution of the New Institutional Economics*, Chicago : The University of Michigan Press.
10. GREIF A. (1994) - “Cultural Beliefs and the Organisation of Society : A Historical and Theoretical Reflection on Collectivist and Individualist Societies”, *Journal of Political Economy*, 102 (5), pp. 912-950
11. HAUDEVILLE, Bernard (2001) – « Quelques enseignements de la transition concernant les conditions de fonctionnement d’une économie de marché », *Journal des économistes et des sciences humaines*, vol XI, no 1, mars 2001
12. HAYEK, F (1988), *La présomption fatale*, Paris : Presse Universitaire de France.
13. JENKINS, I (1980) - *Social Order and the Limits of Law*, New York
14. KEEFER P. & SHIRLEY M. (2000), « Formal versus Informal Institutions in Economic Development », in MENARD C., Ed., *Institutions, Contracts and Organisations*, Cheltenham (UK) & Northampton (USA) : Edward Elgar, pp. 88-107.
15. KORNAI, Janos (2001), *La transformation économique postsocialiste*, Ed. de la Maisons des sciences de l’homme, Paris.
16. Lemarchand, Phillipe (coordinateur) (1995) – *L’Europe Centrale et Balkanique, Atlas d’histoire politique*, Ed. Complexe
17. MANCUR Olson (1996) – “Big Bills Left on the Sidewalk: Why Some Nations are Rich and Other are Poor?” *Journal of economic Perspectives*, 1996, vol.10, no2
18. de MELO, DENZIGER, GELB (1997) – “Circumstance and choice: the role of initial conditions and policies in transition countries”, *World Bank Policy Research Paper*
19. MURRELL, P (1992) – “Evolution in Economics and in the Economic Reform of the Centrally Planned Economies” in Christopher C. Clague and Gordon Rausser eds. *The Emergence of Market Economies in Eastern Europe*, Blackwell: Cambridge, Mass, <http://www.bsos.umd.edu/econ/murrell/papers/czep.html>
20. MURRELL, P, HEYBEY, B (1999) – “The relationship between growth and the speed of liberalisation during transition”, <http://www.bsos.umd.edu/econ/murrell/papers/speed5.pdf>

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie:
une transition à deux vitesses**

21. NORTH, Douglass (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.
22. NOETZOLD, J (1995) - "European Union and Eastern Central Europe: Expectations and Uncertainties", *Aussenpolitik*, pages 14-23
23. PEJOVICH S. (1997), - "Law, Tradition and the Transition in Eastern Europe" , *The Independent Review*, 2 (2).
24. RODRIK, D (2004) – "Rule of Law, Democracy, Openness and Income: Estimating the interrelationships",
<http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksg/papers.html>
25. SACHS, J, ZINNES, C, EILAT, Y (2000) – *Patterns and determinants of economic reform in transition economies : 1990-1998*, CAER II Discussions Paper no.61
26. SHILLER R., BOYCKO M. & KOROBOV W. (1992) "Hunting for Homo Sovieticus : Situational versus Attitudinal Factors in Economic Behaviour" , *Brookings Papers on Economic Activity*, 1.
27. STIGLITZ, J (2002) - *Globalisation and its discontents*, W.W Norton & Company, New York
28. VEHOVEC, M (2001) "Informal institutions in a transition economy :Does business ethics matters ?" , *Journal des Economistes et des Sciences Humaines*, vol. XI, no 1, Mars 2001
29. VOIGT, S. (1993), « Values, Norms, Institutions and the Prospects for Economic Growth in Central and Eastern Europe », *Journal des Economistes et des Etudes Humaines*, vol. IV (4).